

# VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtīšanu:	bez piesūtīšanas:
par gadu . . . . . 22,—	(sagremot ekspedīcijā) par gadu . . . . . 18,—
1/2 gadu . . . . . 12,—	1/2 gadu . . . . . 10,—
3 mēn. . . . . 6,—	3 mēn. . . . . 5,—
1 mēn. . . . . 2,—	1 mēn. . . . . 1,70
Piesūtīt pa pastu un pie atkalpārdevējiem . . . . . 13	Par atsevišķu numuru . . . . . 10

## Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:  
Rīgā, pili 2. ist. Tālrunis 20032  
Runas stundas no 11—12



## oficiālais laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:  
Rīgā, pili 1. ist. Tālrunis 20031  
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:	
a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindiņām . . . . .	Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu . . . . .	„—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindiņu . . . . .	„—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.) . . . . .	„—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas . . . . .	„—,80

Likums par ģenerālaktu starptautisko strīdu nokārtošanai miera ceļā.  
Likums par līgumu starp Latviju un Bulgāriju par izlīgšanu, par strīdu nokārtošanu tiesas ceļā un par šķirētjesu.  
Izglīt. ministr. rīkojums par 2. Daugavpils valsts ģimnazijas nodibināšanu.  
Finanču ministrijas 3 rīkojumi par to, ka Latvijas kredītbanka stājas bez īpašas pilnvaras maksājumu grūtībās nonākušo: 1) Rīgas latviešu tirgotāju savstarpīgās kredītbiedrības, 2) Baltijas savstarpīgās kredītbiedrības un 3) Cēsu savstarpīgās kredītbiedrības vietā.  
Rīkojums par likvidācijas komisijas iecelšanu akc. sab. „Korķu fabr. sab. A. Krīgs-mann, Rīgā”.  
Radiofona priekšnesumu abonēšanas takses papildinājumi un pārgrozījumi.  
Dzelzeļu virsvaldes rīkojums.  
Ministru kabineta sēde š. g. 27. augustā.

Ministru kabinets 1935. g. 22. augustā ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

## Likums par ģenerālaktu starptautisko strīdu nokārtošanai miera ceļā.

1928. gada 26. septembra ģenerālakti starptautisko strīdu nokārtošanai miera ceļā ar šo likumu pieņemti un apstiprināti.
- Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināms 1. pantā minētais ģenerālaktis un tā tulkojums latviešu valodā.
- Ģenerālaktis stājas spēkā viņa 44. pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Rīgā, 1935. g. 28. augustā. Vaists Prezidents A. Kviesis.

## Règlement Pacifique des Différends Internationaux. ACTE GÉNÉRAL.

Chapitre I. — De la conciliation. Article premier.

Les différends de toute nature entre deux ou plusieurs Parties ayant adhéré au présent Acte général qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, soumis à la procédure de conciliation dans les conditions prévues au présent chapitre.

Article 2. Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties en cause.

Article 3. Sur la demande adressée à cet effet par une Partie contractante à l'une des autres Parties, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

Article 4. Sauf accord contraire des parties intéressées, la Commission de conciliation sera constituée comme suit:

1. La Commission comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un, qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties intéressées ni se trouver à leur service. Parmi eux, les parties désigneront le président de la Commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des parties. Chaque partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonction pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3. Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5. Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les parties en litige, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Article 6.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 3 et 5, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties ou, si celles-ci le demandent, au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 7.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à l'autre partie.

## Article 8.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une Commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

## Article 9.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La Commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

## Article 10.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des parties.

## Article 11.

1. Sauf accord contraire des parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

## Article 12.

Sauf accord contraire des parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la Commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

## Article 13.

Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

## Article 14.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

## Article 15.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. À la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la Commission devront, à moins que les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du différend.

## Article 16.

Le procès-verbal de la Commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartiendra aux parties d'en décider la publication.

## Chapitre II. — Du règlement judiciaire.

### Article 17.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral. Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

### Article 18.

Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

### Article 19.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

## Article 20.

1. Par dérogation à l'article 1, les différends visés à l'article 17, qui viendraient à surgir entre parties ayant adhéré aux engagements contenus dans le présent chapitre ne seront soumis à la procédure de conciliation que de leur commun accord.

2. La procédure obligatoire de conciliation demeure applicable aux différends qui, par le jeu des réserves visées à l'article 39, seraient exclus du seul règlement judiciaire.

3. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 18 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

## Chapitre III. — Du règlement arbitral.

## Article 21.

Tous différends autres que ceux visés à l'article 17, au sujet desquels dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation visée au chapitre I, les parties ne se seraient pas entendues, seront portés, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, devant un tribunal arbitral constitué, à moins d'accord contraire des parties, de la manière indiquée ci-après.

## Article 22.

Le tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties intéressées ni se trouver à leur service.

## Article 23.

1. Si la nomination des membres du tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des parties.

## Article 24.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

## Article 25.

Les parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

## Article 26.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

## Article 27.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des parties.

## Article 28.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le tribunal jugera ex aequo et bono.

## Chapitre IV. — Dispositions générales.

## Article 29.

1. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les parties en litige seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

2. Le présent Acte général ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Parties une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation, après que cette procédure aura échoué, les dispositions du présent Acte général relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application dans la mesure où les parties en cause y auraient adhéré.

## Article 30.

Si la Commission de conciliation se trouve saisie par l'une des parties d'un différend que l'autre partie, se fondant sur les conventions en vigueur entre les parties, a porté devant la Cour permanente de Justice internationale ou un tribunal arbitral, la Commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la Cour ou le tribunal ait statué sur le conflit de compétence. Il en sera de même si la Cour ou le tribunal a été saisi par l'une des parties en cours de conciliation.

## Article 31.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent Acte général, avant qu'une décision définitive ait été rendue, dans les délais raisonnables, par l'autorité compétente.

2. La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente Convention devra notifier à l'autre partie son intention, dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

## Article 32.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

## Article 33.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le tribunal arbitral, indiquera, dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Les parties en litige seront tenues de s'y conformer.

2. Si une Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

## Article 34.

Au cas où il s'élève un différend entre plus de deux parties ayant adhéré au présent Acte général, les modalités suivantes seront observées pour l'application des procédures décrites dans les dispositions qui précèdent:

a) Pour la procédure de conciliation, il sera toujours constitué une commission spéciale. Sa composition variera suivant que les parties auront toutes des intérêts distincts ou que deux ou plusieurs d'entre elles feront cause commune.

Dans le premier cas, les parties nommeront chacune un commissaire et désigneront en commun des commissaires ressortissants de tierces Puissances non parties au différend, dont le nombre sera toujours supérieur d'un à celui des commissaires nommés séparément par les parties.

Dans le second cas, les parties faisant cause commune se mettront d'accord pour nommer en commun leur propre commissaire et concourront avec l'autre ou les autres parties pour la désignation des commissaires tiers.

Dans l'une et l'autre hypothèse, les parties, à moins qu'elles n'en conviennent autrement, appliqueront les articles 5 et suivants du présent Acte dans la mesure où ils sont compatibles avec les dispositions du présent article.

b) Pour la procédure judiciaire, il sera fait application du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

c) Pour la procédure arbitrale, à défaut d'accord des parties sur la composition du tribunal, s'il s'agit de différends visés à l'article 17, chacune d'elle aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale; s'il s'agit de différends visés à l'article 21, il sera fait application des articles 22 et suivants, ci-dessus, mais chacune des parties ayant des intérêts distincts nommera un arbitre et le nombre des arbitres nommés séparément par les parties sera toujours inférieur d'un à celui des autres arbitres.

## Article 35.

1. Le présent Acte général sera applicable entre Parties y ayant adhéré, encore qu'une tierce Puissance, Partie ou non à l'Acte, ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les parties pourront, d'un commun accord, inviter une tierce Puissance.

## Article 36.

1. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

2. La Cour ou le tribunal décide.

## Article 37.

1. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres États que les parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral les avertit sans délai.

2. Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

## Article 38.

Les adhésions au présent Acte général pourront s'appliquer:

A. Soit à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV);

B. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chapitres I et II), ainsi qu'aux dispositions générales concernant ces procédures (chapitre IV);

C. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation (chapitre I), ainsi qu'aux dispositions générales concernant cette procédure (chapitre IV).

Les Parties contractantes ne pourront se prévaloir des adhésions d'autres Parties que dans la mesure où elles-mêmes auront souscrit aux mêmes engagements.

## Article 39.

1. Indépendamment de la faculté mentionnée à l'article précédent, une Partie pourra, en adhérant au présent Acte général, subordonner son acceptation aux réserves limitativement énumérées dans le paragraphe suivant. Ces réserves devront être indiquées au moment de l'adhésion.

2. Ces réserves pourront être formulées de manière à exclure des procédures décrites par le présent Acte:

a) Les différends nés de faits antérieurs, soit à l'adhésion de la Partie qui formule la réserve, soit à l'adhésion d'une autre Partie avec laquelle la première viendrait à avoir un différend;

b) Les différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des États;

c) Les différends portant sur des affaires déterminées, ou des matières spéciales nettement définies, telles que le statut territorial, ou rentrant dans des catégories bien précisées.

3. Si une des parties en litige a formulé une réserve, les autres parties pourront se prévaloir vis-à-vis d'elle de la même réserve.

4. Pour les Parties ayant adhéré aux dispositions du présent Acte relatives au règlement judiciaire ou au règlement arbitral, les réserves qu'elles auraient formulées seront, sauf mention expresse, comprises comme ne s'étendant pas à la procédure de conciliation.

## Article 40.

Toute Partie dont l'adhésion n'aura été que partielle ou subordonnée à des réserves pourra, à tout moment, au moyen d'une simple déclaration, soit étendre la portée de son adhésion, soit renoncer à tout ou partie de ses réserves.

## Article 41.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Acte général, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges et à la portée des réserves éventuelles, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

## Article 42.

Le présent Acte général, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date du 26 septembre 1928.

## Article 43.

1. Le présent Acte général sera ouvert à l'adhésion de tout chef d'État ou de toute autre autorité compétente des Membres de la Société des Nations, ainsi que des États non membres à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué une copie.

2. Les instruments d'adhésion, ainsi que les déclarations additionnelles prévues à l'article 40, seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société et aux États non membres, visés dans l'alinéa précédent.

3. Par les soins du Secrétaire général, il sera dressé trois listes désignées par les lettres A, B, C, et correspondant respectivement aux trois modalités d'adhésion visées à l'article 38 du présent Acte, où figureront les adhésions et les déclarations additionnelles des Parties contractantes. Ces listes, tenues constamment à jour, seront publiées dans le rapport annuel adressé à l'Assemblée par le Secrétaire général.

## Article 44.

1. Le présent Acte général entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de l'adhésion d'au moins deux Parties contractantes.

2. Chaque adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur du présent Acte, conformément à l'alinéa précédent, sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations. Il en sera de même des déclarations additionnelles des Parties visées à l'article 40.

## Article 45.

1. Le présent Acte général aura une durée de cinq ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Il restera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les Membres de la Société et les États non membres mentionnés à l'article 43.

4. La dénonciation pourra n'être que partielle ou consister en la notification de réserves nouvelles.

5. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes impliquées dans un différend, toutes les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de l'Acte général continueront jusqu'à leur achèvement normal.

## Article 46.

Un exemplaire du présent Acte général, revêtu de la signature du président de l'Assemblée et de celle du Secrétaire général de la Société des Nations, sera déposé aux archives du Secrétariat; copie certifiée conforme du texte sera communiquée à tous les Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux États non membres désignés par le Conseil de la Société des Nations.

## Article 47.

Le présent Acte général sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

Le Président de la neuvième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations:

(Signé) Herluf Zahle.

Le Secrétaire général:

(Signé) Eric Drummond.

## Pacific Settlement of International Disputes.

### GENERAL ACT.

#### Chapter I. — Conciliation.

## Article 1.

Disputes of every kind between two or more Parties to the present General Act which it has not been possible to settle by diplomacy shall, subject to such reservations as may be made under Article 39, be submitted, under the conditions laid down in the present Chapter, to the procedure of conciliation.

## Article 2.

The disputes referred to in the preceding article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission constituted by the parties to the dispute.

## Article 3.

On a request to that effect being made by one of the Contracting Parties to another Party, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

## Article 4.

Unless the parties concerned agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows:

1. The Commission shall be composed of five members. The parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The three other commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These three commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the parties. The parties shall appoint the President of the Commission from among them.

2. The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during the course of their mandate by agreement between the parties. Either party may, however, at any time replace a commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

3. Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

## Article 5.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the parties is in existence, a special commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date at which a request to that effect is made by one of the parties to the other party. The necessary appointments shall be made in the manner laid down in the preceding article, unless the parties decide otherwise.

## Article 6.

1. If the appointment of the commissioners to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 3 and 5, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power, chosen by agreement between the parties, or on request of the parties, to the Acting President of the Council of the League of Nations.

2. If no agreement is reached on either of these procedures, each party shall designate a different Power, and the appointment shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall submit a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

## Article 7.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two parties acting in agreement, or in default thereof by one or other of the parties.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

3. If the application emanates from only one of the parties, the other party shall, without delay, be notified by it.

## Article 8.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the parties before a permanent Conciliation Commission, either party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The party making use of this right shall immediately notify the other party; the latter shall, in such case, be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

## Article 9.

1. In the absence of agreement to the contrary between the parties, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations, or at some other place selected by its President.

2. The Commission may in all circumstances request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

## Article 10.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the parties.

## Article 11.

1. In the absence of agreement to the contrary between the parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

## Article 12.

In the absence of agreement to the contrary between the parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote, and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

## Article 13.

The parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

## Article 14.

1. During the proceedings of the Commission, each of the commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

## Article 15.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down the period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a procès-verbal stating, as the case may be, either that the parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the procès-verbal of whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

## Article 16.

The Commission's procès-verbal shall be communicated without delay to the parties. The parties shall decide whether it shall be published.

#### Chapter II. — Judicial Settlement.

## Article 17.

All disputes with regard to which the parties are in conflict as to their respective rights shall, subject to any reservations which may be made under Article 39, be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an arbitral tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

## Article 18.

If the parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding article to an arbitral tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected, and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

## Article 19.

If the parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding article, or fail to appoint arbitrators, either party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

## Article 20.

1. Notwithstanding the provisions of Article 1, disputes of the kind referred to in Article 17 arising between parties who have acceded to the obligations contained in the present chapter shall only be subject to the procedure of conciliation if the parties so agree.

2. The obligation to resort to the procedure of conciliation remains applicable to disputes which are excluded from judicial settlement only by the operation of reservations under the provisions of Article 39.

3. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the arbitral tribunal referred to in Article 18 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

#### Chapter III. — Arbitration.

## Article 21.

Any dispute not of the kind referred to in Article 17 which does not, within the month following the termination of the work of the Conciliation Commission provided for in Chapter I, form the object of an agreement between the parties, shall, subject to such reservations as may be made under Article 39, be brought before an arbitral tribunal which, unless the parties otherwise agree, shall be constituted in the manner set out below.

## Article 22.

The Arbitral Tribunal shall consist of five members. The parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The two other arbitrators and the Chairman shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers. They must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the parties.

## Article 23.

1. If the appointment of the members of the Arbitral Tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the parties requested the other party to constitute an arbitral tribunal, a third Power, chosen by agreement between the parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the two Powers so chosen have been unable to reach an agreement, the necessary appointments shall be made by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented from acting or is a subject of one of the parties, the nomination shall be made by the Vice-President. If the latter is prevented from acting or is a subject of one of the parties, the appointments shall be made by the oldest member of the Court who is not a subject of either party.

## Article 24.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

## Article 25.

The parties shall draw up a special agreement determining the subject of the disputes and the details of procedure.

## Article 26.

In the absence of sufficient particulars in the special agreement regarding the matters referred to in the preceding article, the provisions of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

## Article 27.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the Tribunal was constituted, the dispute may be brought before the Tribunal by an application by one or other party.

## Article 28.

If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the Tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. In so far as there exists no such rule applicable to the dispute, the Tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

## Chapter IV. — General Provisions.

## Article 29.

1. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the parties to the dispute shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

2. The present General Act shall not affect any agreements in force by which conciliation procedure is established between the Parties they are bound by obligations to resort to arbitration or judicial settlement which ensure the settlement of the dispute. If, however, these agreements provide only for a procedure of conciliation, after such procedure has been followed without result, the provisions of the present General Act concerning judicial settlement or arbitration shall be applied in so far as the parties have acceded thereto.

## Article 30.

If a party brings before a Conciliation Commission a dispute which the other party, relying on conventions in force between the parties, has submitted to the Permanent Court of International Justice or an Arbitral Tribunal, the Commission shall defer consideration of the dispute until the Court or the Arbitral Tribunal has pronounced upon the conflict of competence. The same rule shall apply if the Court or the Tribunal is seized of the case by one of the parties during the conciliation proceedings.

## Article 31.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present General Act until a decision with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent authority.

2. In such a case, the party which desires to resort to the procedures laid down in the present General Act must notify the other party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

## Article 32.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment, or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the parties to the dispute, is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that party does not permit or only partially permits the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured party equitable satisfaction.

## Article 33.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The parties to the dispute shall be bound to accept such measures.

2. If the dispute is brought before a Conciliation Commission, the latter may recommend to the parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

3. The parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

## Article 34.

Should a dispute arise between more than two Parties to the present General Act, the following rules shall be observed for the application of the forms of procedure described in the foregoing provisions:

(a) In the case of conciliation procedure, a special commission shall invariably be constituted. The composition of such commission shall differ according as the parties all have separate interests or as two or more of their number act together.

In the former case, the parties shall each appoint one commissioner and shall jointly appoint commissioners nationals of third Powers not parties to the dispute, whose number shall always exceed by one the number of commissioners appointed separately by the parties.

In the second case, the parties who act together shall appoint their commissioner jointly by agreement between themselves and shall combine with the other party or parties in appointing third commissioners.

In either event, the parties, unless they agree otherwise, shall apply Article 5 and the following articles of the present Act, so far as they are compatible with the provisions of the present article.

(b) In the case of judicial procedure, the Statute of the Permanent Court of International Justice shall apply.

(c) In the case of arbitral procedure, if agreement is not secured as to the composition of the tribunal, in the case of the disputes mentioned in Article 17 each party shall have the right, by means of an application, to submit the dispute to the Permanent Court of International Justice; in the case of the disputes mentioned in Article 21, the above Article 22 and following articles shall apply, but each party having separate interests shall appoint one arbitrator and the number of arbitrators separately appointed by the parties to the dispute shall always be one less than that of the other arbitrators.

## Article 35.

1. The present General Act shall be applicable as between the Parties thereto, even though a third Power, whether a party to the Act or not, has an interest in the dispute.

2. In conciliation procedure, the parties may agree to invite such third Power to intervene.

## Article 36.

1. In judicial or arbitral procedure, if a third Power should consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the arbitral tribunal a request to intervene as a third Party.

2. It will be for the Court or the tribunal to decide upon this request.

## Article 37.

1. Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal shall notify all such States forthwith.

2. Every State so notified has the right to intervene in the proceedings; but, if it uses this right, the construction given by the decision will be binding upon it.

## Article 38.

Accessions to the present General Act may extend:

A. Either to all the provisions of the Act (Chapters I, II, III, and IV);

B. Or to those provisions only which relate to conciliation and judicial settlement (Chapters I and II), together with the general provisions dealing with these procedures (Chapter IV);

C. Or to those provisions only which relate to conciliation (Chapter I), together with the general provisions concerning that procedure (Chapter IV).

The Contracting Parties may benefit by the accessions of other Parties only in so far as they have themselves assumed the same obligations.

## Article 39.

1. In addition to the power given in the preceding article, a Party, in acceding to the present General Act, may make his acceptance conditional upon the reservations exhaustively enumerated in the following paragraph. These reservations must be indicated at the time of accession.

2. These reservations may be such as to exclude from the procedure described in the present Act:

(a) Disputes arising out of facts prior to the accession either of the Party making the reservation or of any other Party with whom the said Party may have a dispute;

(b) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States;

(c) Disputes concerning particular cases or clearly specified subject-matters, such as territorial status, or disputes falling within clearly defined categories.

3. If one of the parties to a dispute has made a reservation, the other parties may enforce the same reservation in regard to that party.

4. In the case of Parties who have acceded to the provisions of the present General Act relating to judicial settlement or to arbitration, such reservations as they may have made shall, unless otherwise expressly stated, be deemed not to apply to the procedure of conciliation.

## Article 40.

A Party whose accession has been only partial, or was made subject to reservations, may at any moment, by means of a simple declaration, either extend the scope of his accession or abandon all or part of his reservations.

## Article 41.

Disputes relating to the interpretation or application of the present General Act, including those concerning the classification of disputes and the scope of reservations, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

## Article 42.

The present General Act, of which the French and English texts shall both be authentic, shall bear the date of the 26th of September, 1928.

## Article 43.

1. The present General Act shall be open to accession by all the Heads of States or other competent authorities of the Members of the League of Nations and the non-Member States to which the Council of the League of Nations has communicated a copy for this purpose.

2. The instruments of accession and the additional declarations provided for by Article 40 shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-Member States referred to in the preceding paragraph.

3. The Secretary-General of the League of Nations shall draw up three lists, denominated respectively by the letters A, B, and C, corresponding to the three forms of accession to the present Act provided for in Article 38, in which shall be shown the accessions and additional declarations of the Contracting Parties. These lists, which shall be continually kept up to date, shall be published in the annual report presented to the Assembly of the League of Nations by the Secretary-General.

## Article 44.

1. The present General Act shall come into force on the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the accession of not less than two Contracting Parties.

2. Accessions received after the entry into force of the Act, in accordance with the previous paragraph, shall become effective as from the ninetieth day following the date of receipt by the Secretary-General of the League of Nations. The same rule shall apply to the additional declarations provided for by Article 40.

## Article 45.

1. The present General Act shall be concluded for a period of five years, dating from its entry into force.

2. It shall remain in force for further successive periods of five years in the case of Contracting Parties which do not denounce it at least six months before the expiration of the current period.





à s'élever entre la Lettonie et la Bulgarie après la date de l'entrée en vigueur du présent Traité et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

## Article 2.

Toutes contestations entre les Hautes Parties Contractantes de quelque nature qu'elles soient, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

## Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation sera soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent Traité.

## Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent Traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans les délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

## Article 5.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article 3 sera composée de trois membres, qui seront désignés comme il suit, savoir: les Hautes Parties Contractantes nommeront chacune un Commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, le troisième qui sera le Président de la Commission. Celui-ci ne devra être ressortissant d'une des Hautes Parties Contractantes, ni avoir son domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Les Commissaires sont nommés pour trois ans; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

## Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront la demande adressée à cet effet par l'une des Parties Contractantes à l'autre Partie.

Si la nomination du Président n'intervenait pas dans le dit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le Président de la Cour permanente de Justice internationale ou, s'il est ressortissant d'une des Hautes Parties Contractantes, le Vice-Président ou le membre le plus ancien de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune des Hautes Parties Contractantes, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder à la désignation nécessaire.

## Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au Président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

## Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où la Commission permanente de conciliation aura été saisie de la contestation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son Commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

## Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

À la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la Commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

## Article 10.

À moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Des Commissions internationales d'enquête) de la Convention de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

## Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son Président.

## Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

## Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

## Article 14.

Sauf disposition contraire du présent Traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

## Article 15.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens

dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou experts et à des transports sur les lieux.

## Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des Commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté, d'un commun accord, entre les Hautes Parties Contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la Commission seront également partagés par moitié.

## Article 17.

À défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise, d'un commun accord, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

À défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

## Dispositions Générales.

## Article 18.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation ou, si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son statut, indiqueront, s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

## Article 19.

Le présent Traité reste applicable entre les Hautes Parties Contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

## Article 20.

Le présent Traité sera communiqué pour enregistrement à sa Société des Nations conformément à l'article 18 du Pacte.

## Article 21.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Traité seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

## Article 22.

Le présent Traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à Riga.

Il entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent Traité, une procédure quelconque en vertu de ce Traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Sofia, le 23 Mai 1933.

P. Seya.

N. Mouchanoff.

Tulkojums.

## Ligums starp Latviju un Bulgāriju par izligšanu, par strīdu nokārtošanu tiesas ceļā un par šķirētiesu.

Latvijas Republikas Prezidents

un

Viņa Majestāte Bulgāru Ķēniņš,

vadoties no sirsniņas, kas raksturo viņu savstarpējās attiecības, nolēma noslēgt ligumu to strīdu nokārtošanai miera ceļā, kuŗi varētu celties starp abām valstīm un šajā nolūkā iecēla par saviem pilnvarniekiem:

Latvijas Republikas Prezidents:

Viņa Ekselenci Pēteri Sējas kungu, savu Ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministru Bulgārijā;

Viņa Majestāte Bulgāru Ķēniņš:

Viņa Ekselenci Nicolas Mouchanoff kungu, Ministru prezidentu, Ārlietu un Kultu ministru;

kuŗi, pēc savu pilnvaru uzrādīšanas, kas atrastas labā un pienācīga kārtībā, vienojies par sekojošiem noteikumiem:

## 1. pants.

Augstās līdzējas puses savstarpēji apņemas nokārtot, visos gadījumos, miera ceļā un saskaņā ar šajā ligumā paredzēto kārtību, visāda rakstura strīdus un konfliktus, kas izcēlās starp Latviju un Bulgāriju pēc šī liguma spēkā stāšanās dienas un ko nebūtu iespējams nokārtot parastā diplomātiskā ceļā.

## 2. pants.

Visāda rakstura strīdi starp Augstām līdzējām pusēm, ko nebūtu iespējams nokārtot uz vienošanās pamata parastā diplomātiskā ceļā, nododami iztiesāšanai vai nu šķirētiesai vai arī Pastāvīgai starptautiskai tiesai, kā tas šē turpmāk paredzēts.

Strīdi, kuŗi izšķiršanai paredzēta sevišķa kārtība citās konvencijās, kas spēkā starp Augstām līdzējām pusēm, nokārtojami saskaņā ar šo konvenciju noteikumiem.

## 3. pants.

Pirms prāvas ievadīšanas šķirētiesā vai pirms prāvas ievadīšanas Pastāvīgā starptautiskā tiesā, strīda jautājums nododams izligšanas nolūkā pastāvīgai starptautiskai komisijai, kas sastādīta saskaņā ar šo ligumu un nosaukta par Pastāvīgo izligšanas komisiju.

## 4. pants.

Ja lieta grozās ap strīda jautājumu, kuŗa priekšmets, saskaņā ar vienas puses iekšējiem likumiem, ietilpst viņas nacionālo tiesu piekritībā, tad strīds nododams šajā ligumā paredzētai iztiesāšanas kārtībai tikai pēc tam, kad piekritīgā nacionālā tiesu iestāde taisijusi piemērotā laikā galīgu spriedumu.

## 5. pants.

3. pantā paredzētā Pastāvīgā izligšanas komisija sastāv no trim locekļiem, kas ieceļami šādā kārtā: katra Augstā līdzēja puse ieceļ vienu komisāru, kas izraugāms no viņas pilsoņiem, un uz kopējās vienošanās pamata ieceļ trešo komisāru, kuŗš ir komisijas priekšsēdētājs. Pēdējais nevar būt ne vienas, ne otras Augstās līdzējas puses pilsonis, viņa pastāvīgā dzīves vieta nevar būt viņu teritorijā, un viņš nevar atrasties viņu dienestā.





skolēnus, kuriem tās pielīdzināmas pēc pazemināta tarifa pirktām skolēnu biļetēm. Tādēļ jāatļaujas par tiesību izlietošanu citus tarifā paredzētos atvieglojumus personām, kas brauc ar dzelzceļu brīvbijetēm, apspriestam no tā viedokļa, kādām par maksu pirktām biļetēm brīvbijetes būtu pielīdzināmas.

Dzelzceļu galvenais direktors K. Bļodnieks. Finanču direktors H. Mazkalniņš.

Valdības darbība.

Ministru kabineta sēde

1935. g. 27. augustā.

- 1. Atbrīvo, uz paša lūgumu, Hugo Celmiņu no Rīgas pilsētas galvas amata, skaitot ar š. g. 1. septembri.
2. Ieceļ Robertu Garseli par Rīgas pilsētas galvu, skaitot ar š. g. 1. septembri.
3. Apstiprina valsts iestādēm un 4 valsts uzņēmumiem kredītu normas š. g. septembra mēnesim.
4. Apstiprina Latvijas atbrīvotāju Madrienas draudzes kritušo pieminekļa projektu.
5. Pieņem pārgrozījumus un papildinājumus noteikumos par militāro audzināšanu un apmācību valsts, sabiedriskās un privātās mācību iestādēs un nolemj tos izsludināt.
6. Apstiprina Latvijas delegāciju uz Tautu Savienības š. g. septembri sasaukamo XVI asambleju sekoša sastāvā:
Vilhelms Munters, ģenerāļsekretārs, delegācijas priekšsēdētājs,
Jūlijs Feldmanis, ārkārtējais sūtnis un pūnvarotais ministrs Šveicē un pastāvīgais del. pie Tautu Sav., delegāts,
Kārlis Kalniņš, sūtniecības Šveicē I šķ. sekretāra v. p. i., delegācijas sekretārs.
7. Uzņem Latvijas pavalstniecībā 46 personas un noraida 12 personu lūgumus uzņemšanas dēļ Latvijas pavalstniecībā.

340. rīkojums. 1935. g. 27. augustā. Ieceļu līdzšinējo Daugavpils valsts baltkrievu ģimnazijas direktora v. i. Jāni Pioni par 2. Daugavpils valsts ģimnazijas direktora v. i. ar 1935. g. 1. septembri līdz turpmākam rīkojumam, ar algu pēc 6. amatu kategorijas 1. pakāpes, skaitot izdienu šajā 1. pakāpē ar 1934. gada 1. augustu (1934. g. 19. oktobra 410. rīkojums).

Valdības iestāžu paziņojumi.

Iecelšanas un atvaļinājumi.

342. rīkojums. 1935. g. 27. augustā. Ieceļu līdzšinējo Ludzas valsts krievu ģimnazijas direktora v. i. Konstantīnu Smirnovu par 2. Daugavpils valsts ģimnazijas inspektora v. i. ar 1935. g. 1. septembri līdz turpmākam rīkojumam, ar algu pēc 7. amatu kategorijas 3. pakāpes, uz izglītības pamata, ieskaitot šīs kategorijas izdienu arī to laiku, ko Smirnovs nokalpojis 6. amata kategorijā, t. i. skaitot izdienu 7. amatu kategorijas 3. pakāpē ar 1934. g. 21. septembri (1934. g. 21. septembra 326. rīkojums).

Meklēt izbeigto personu 1623. saraksts.

- 35730. Grigorjevs Archips. 46124/35.
35731. Grigorjevs Leons. 46236/35.
35732. Hauberts Dora. 44403/34.
35733. Heimanis Solomons. 46173/35.
35734. Lasis Eižens. 45615/35.
35735. Moisejevs Irina. 46137/35.
35736. Sedols Kārlis. 45910/35.
35737. Ulrichs Jūlijs. 46468/35.
35738. Veipis Jānis. 44149/34.
Rīgā, 1935. g. 26. augustā.

Vietējo iestāžu rīkojumi.

Saistošie noteikumi

par lopu kaušanu un gaļas apskatīšanu Gostiņos, apstiprināti ar Iekšlietu ministrijas Pašvaldības departamenta 1935. g. 15. augusta 116142. rakstu. 1. Gostiņos cilvēku barībai nolemtā lopu, ieskaitot arī zirgu, kaušana un dīrāšana (izņemot teļu, kazu un aitņu dīrāšanu, kuņģus no kautuves var izlaist ar ādām), lopu uzšķēršana, zarnu un iekšu iztīrīšana tiklab miesniekiem, kā arī pri-

Paziņojums.

Pamatojoties uz noteikumiem par valsts pabalstiem zemes drenēšanai, Zemes ierīcības departaments paziņo, ka uz Zemkopības ministrijas pasūtījumiem māla drenu caurules izgatavo zemāk minētie ceplī.

Cenas par 100 gab. caurulēm, noņemot jebkurā no uzrādītiem cepliem, 5 cm — Ls 2,50, 7,5 cm — Ls 3,75, 10 cm — Ls 5,—, 12,5 cm — Ls 6,25: 15 cm — Ls 10,—.

Table with columns: Num. pēc kārtas, Cepļa īpašnieks un cepļa atrašanās vieta, Cena par 100 gab. caurulēm, iekraujot vagonā (5 cm, 7.5 cm, 10 cm, 12.5 cm, 15 cm). Lists 14 property owners and their locations.

Nauda par caurulēm iemaksājama vienā no Pasta-telegrafa krājāsēm vai Latvijas bankas nodaļām Zemes ierīcības departamenta pasta tekošā rēķinā Nr. 1930. Kvitis par izdarītām iemaksām jānodod ceplu īpašniekiem-cauruļu piegādātājiem, pieprasot caurules izdot tieši no ceplja vai izsūtīt uz pasūtītāja norādītu staciju pēc uzdotās adreses. Cauruļu pasūtītājiem, kuŗi iemaksājuši vai iemaksās pēc līdzšinējām cenām, stāpība atmaksāta netiks.

Zemes ierīcības departaments.

vātām personām jāizdara tikai pilsētas lopkautuvē. Piezīme. Gostiņu pilsētas lauksaimnieki-loptuŗi atsavināti no šā panta noteikumiem, ja viņi kauj pašaudzētus lopus savām vajadzībām. 2. Kustoņu kaušana ārpus lopkautuves pielaižama kā izņēmums lopu slimību un sakropļošanas gadījumos, bet tikai ar nosacījumu, ka nogalinātiem mājkustoņiem jāizņem kuņģis, zarnas un dzemde, pie kam ķermeņus nedrīkst sacirst, ne arī pārējos orgānus izņemt. Ķermenis pēc tam ar visiem orgāniem jānogādā lopkautuvē veterinārārsta apskatīšanai. 3. Par lopkautuves lietošanu un gaļas izmeklēšanu un apskatīšanu ņemama maksa pēc pilsētas valdes pieņemtās taksas, kas apstiprināta no Zemkopības ministrijas. 4. Pilsētas valde nosaka, kad lopkautuvei jābūt atvērta. 5. Cietsirdīga apiešanās ar atdzītiem vai atvestiem lopiem aizliegta. 6. Lopkautuvē jāievēro tīrība; tur noliegta trokšņošana, smēķēšana, reibinošu dzērienu ienešana un suņu ievēšana. 7. Ieiet lopkautuvē un tur uzturēties bez sevišķas atļaujas var tikai personas, kuŗām lopkautuvē ir jāizpilda viņu amata pienākumi. Ieeja telpās, kuŗās kauj lopus, atļauta tikai personām, kas veic kaušanas darbus, šo personu palīgiem un lopkautuves amata personām. Bērniem jaunākiem par 14 gadiem ieeja lopkautuvē kaušanas laikā ir aizliegts. 8. Lopu kaušana izdarāma tikai pēc maksājumu nokārtošanas. Par nodevas samaksu kautuves pārzinis izdod kviti. 9. Nogurušus un sasvīdušus lopus aizliegts kaut. 10. Lopu kaušana notiek vienīgi kaušanai paredzētās telpās; šis noteikums arī attiecas uz iekšu, kuņģu un zarnu tīrīšanu un plucināšanu. 11. Aizliegta teļu, aitņu un to plaušu uzpūšana. 12. Iepriekš izmeklēšanas un apzīmogošanas ir aizliegts gaļu sagriezt gabalos un aiznest; tomēr liellopu un zirgu sadalīšana divās daļās ir atļauta. 13. Pēc zīmoga uzspiešanas gaļa jāizved no kautuves. Ja nokauto lopu gaļa pēc to nokaušanas otras dienas rītā starp pulksten 5 un 8 nav aizvesta, vainīgie saucami pie atbildības. Piezīme. Zarnas atļauts izvest no lopkautuves tikai tad, kad tās iztīrītas no mēsliem, vajadzīgi izmārgātās un izslimētas. 14. Mēsli un kuņģu un zarnu saturs jāizgāz norādītās vietās. Lopu asinis u. to kuņģi paliek kautuves rīcībā. 15. Personām, kas strādā lopkautuvē, jāievēro lielāka kārtība un tīrība.

16. Kaujot lopus pēc židu parašas, iepriekš jāievēro vēl sekošais: a) kustoņiem sasiēn abas priekš- un vienu pakakļāju un aiz brīvā virves gala gāz kustoni, pēc kam tūlī jāizdara kaušana; b) aizliegts reizē gāzt vairākus kustoņus un pēc kārtas tos kaut; c) nokautiem lopiem ādu novilkt atļauts tikai pēc galīgas asiņu notecēšanas.

17. Kaujamās lopus priekš un pēc kaušanas izmeklē lopkautuves veterinārārsts vai veterinārfeldšers. Ja kustoni atzīst par slimu un kaušanai nepielaižamu, tad to aizliez kaut un par to rakstiski paziņo kustoņa īpašniekam. 18. Krituši lopi nododami sanitārā nodaļā uz tās personas rēķinu, kuŗa tos atvedusi kaušanai. 19. Nokautie lopi jāizmeklē tūlī pēc nokaušanas. 20. Pārdošanai nepielaižamo gaļu un tās produktus uz gaļas īpašnieka rēķinu aplēj ar petroleju vai netīrīto karbolu un tos norok pilsētas valdes norādītās vietās vai atdod policijas uzraudzībā īpašniekam tehniskai pārstrādāšanai. 21. Ja, nokauto lopu izmeklējot, izrādās, ka tas slimo ar lipīgu slimību, tad par to kautuves priekšnieks veterinārārsts ziņo policijai un veterinārpārvaldei. 22. Gostiņu pilsētā ievestā gaļa jānogādā lopkautuvē: nenozīmogotā izmeklēšanai un apzīmogošanai, citās kautuvēs ražotā — kārtējai apskatei, bet citās lopkautuvēs apskatītā un izmeklētā — ārkārtējai kontrolei. Par gaļas izmeklēšanu maksājama noteikta nodeva, un par tās saņemšanu kautuves pārzinis izdod kviti. Bez vajadzīgām plombēm un apliecības ievestā gaļa padota kārtējai gaļas apskatei. 23. Pēc šiem noteikumiem pilsētas rajonā var pārdot, apstrādāt un lietot gaļas produktu pagatavošanai vai arī uzglabāt telpās un iestādēs tikai tādu svaigu, sālītu vai žāvētu gaļu, kuŗa ir vajadzīgi apzīmogota. 24. Gostiņu pilsētas veterinār-sanitārā personālam, pilsētas policijai un pilsētas valdei piešķirtas sanitārās kontroles tiesības par gaļas veikalēm un noliktavām, desu darbnīcām, zarnu tīrīšanas ietaisēm un dzīvnieku jēlvieļu novietošanas telpām. 25. Ievesto gaļu izmeklē tikai pilsētas valdes noteiktās stundās. 27. Ja pēc izmeklēšanas izrādās, ka gaļa derīga barībai, tad veterinārārsts tai uzspiež redzamā vietā zīmogu, kuŗā atzīmēts datums, kad gaļa izmeklēta. Pēc gaļas apzīmogošanas tās īpašnieks ar to var rīkoties pēc saviem iesakātiem. 28. Ja izmeklējot izrādās, ka gaļa nav derīga barībai, bet konfiscējama, tad

redzamā vietā tai pielipina zīmīti ar uzrakstu „Konfiscēta“.

29. Ja īpašnieks protestē pret gaļas un tās produktu konfiscēšanu un iznīcināšanu, tad saraksta aktu ar veterinārārsta un policijas parakstu.

30. Vainīgie par šo noteikumu neizpildīšanu saucami pie likumīgas atbildības uz Sodū likuma pamata.

Pilsētas galva J. Priede. Sekretārs P. Upmanis.

Maksla.

Nacionālā opera. Trešdien, 28. augustā, tautas izrādē „Pija dāma“. Piedalās Pukna, H. Lūse, N. Vasiļevs u. c. Dirģents T. Reiters. — Ceturtdien, 29. augustā, tautas izrādē „Dmons“. Piedalās G. Pērkone, H. Lūse, A. Kaktiņš, J. Niedra u. c. Dirģents T. Reiters. — Piekdien, 30. augustā, ballets „Sarkanā Magone“, tautas izrādē. Piedalās viss ballets. Dirģents T. Reiters. — Sestdien, 31. augustā, tautas izrādē „Lolitas brīnumputns“.

Operas balletekolā jaunā audzēkņu pieteikšanās līdz 31. augustam no plkst. 16—18, operas birojā. Var pieteikties meitenes un zēni no 8 g. vec. Bijušiem audzēkņiem jāreģistrējas tanī pašā laikā.

Nacionālais teātris. Trešdien, 28. augustā, pulksten 19.30 lētā izrādē „Zvejnieka dēis“ 2. daļa. — Ceturtdien, 29. augustā, pulksten 19.30 lētā izrādē „Svešas asinis“. — Piekdien, 30. aug., plkst. 19.30 lētā izrādē „Labi vārīts“. — Sestdien, 31. augustā, pulksten 19.30 pirmo reizi pilnīgi jaunā krāšņā inscenējumā Rūd. Blaumaņa tautas luga „Skrōdērienu silmačos“, režisors A. Amtmaņa-Briediņa iestudējumā. Mūzika A. Būmaņa, kostīmi prof. J. Kūgas. Abonentiem 1. un 5. biļete.

Dalles teātris. Trešdien, 28. aug., tautas izrādē „Seši mazi bundzinieki“. — Ceturtdien, 29. augustā, dziesmuspēle „Fraskita“. — Piekdien, 30. augustā, lētā izrādē „Monmartra vijoliite“. Dalles teātra apmeklētāju kartes par pusēnu apmaināmas līdz š. g. 1. oktobrim. Kartes izsniedz pēc darba vietu sarakstiem darbiniekiem ar algu līdz Ls 200,— mēnesī. Līdzī jāiesniedz arī darbinieku ģimētnes.

Telegrammas.

(Latvijas telegrafa aģentūras telegrammas.)

Ministru prezidents Dr. K. Ulmanis saņēmis Vidzemes savstarpīgās kredītsabiedrības ziedojumu negaisā un krusā cietušiem Zemgales lauksaimniekiem Ls 1.000, bez tam šis kredītsabiedrības locekļi personīgi ziedojuši vēl Ls 1.800. Ministru prezidents izteicis ziedotājiem pateicību un ziedoto naudu nodevis zemkopības ministram palīdzības sniegšanai dabas katastrofā cietušiem lauksaimniekiem.

Bez šī ziedojuma zemkopības ministrs J. Birznieks saņēmis vēl no Latvijas lopkopības centrālās savienības un mēnesraksta „Zemkopis“ redakcijas un izdevniecības kopā Ls 250 un no nezināma labvēļa Ls 10.

KURSI.

Rīgas biržā 1935. gada 28. augustā.

Table of exchange rates for various currencies: Amerikas dolars, Anglijas mārciņa, Francijas franku, Beļģijas belgu, Šveices franku, Itālijas liru, Zviedrijas kronu, Norvēģijas kronu, Dānijas kronu, Austrrijas šilīnu, Čehoslovāķijas kronu, Holandes guldeņu, Vācijas marku, Somijas marku, Igaunijas kronu, Polijas zlotu, Lietavas litu, Dancīgas guldeņu.

Vērtspapīri: 6% Zemes bankas ķīlu zīmes. Rīgas biržas kotācijas komisijas priekšsēdētājs P. Role. Zvērināts biržas māķieris H. Kiršsteins.

Redaktors M. Ārons.

### Siesu sludinājumi.

**Rīgas apgabaltiesas priekšsēdētājs paziņo, ka sākot ar 1935. g. 1. septembri Pļaviņu notāra Evalda Ošten Sakana kantoris atradīsies Pļaviņās, Daugavas ielā 27.**

Rīgā, 1935. g. 26. augustā. 6878. 16764r

Priekšsēdēt. v. T. Bergtāls.  
Sekretārs O. Blumbergs.

**Rīgas apgabaltiesas 3. civilnod., saskaņā ar Civilprocesa nolikumu 1575. p., paziņo, ka 1935. gada 11. septembrī minētās nodalās atklātā tiesas sēdē notāšis 1935. g. 24. jūnijā Stāmerienes pag. mir. Otilljās Otto m. Lesnieks, dzim. Nagobads, testaments.**

Rīgā, 1935. g. 23. augustā.  
Priekšsēdēt. b. v. J. Drande.  
Sekretāra b. v. (paraksts).

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģ. 130. num. ierakstītās firmas „M. Rojaks” uzņēmums Rīgā, L. Grēcīnieku ielā 2, saskaņā ar firmas paziņojumu, 1935. g. 15. augustā likvidēts. Firmai ir vēl uzņēmums — galanterijas, modes precu un trikotāžu lieltirgotava — Rīgā, Marijas ielā 13, kuŗas darbība atklāta 1929. g. 1. janvārī.**

Minētais, saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 22. augusta lēmumu, atzīmēts tirdzniecības reģistrā. 16613r

Rīgā, 1935. g. 22. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa, uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģ. 351. num. ierakstītās firmas „H. Rauert” (Rīgā, Vaļņu ielā 3/5) — prokurīsts Viljūs Hakers 1935. g. 31. maijā no firmas dienesta izstājies un saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 22. augusta lēmumu tirdzniecības reģistrā svītrots; prokurīstam Hermanim Johana dēlam Malikovskim pilnvara-prokurīra izdota 1935. gadam. 16616r**

Rīgā, 1935. g. 22. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa, uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „A” ar reģ. 530. num. ierakstītās firmas „Kīmiska fabrika A. G. Ruhtenberg” reģistra folijā uz tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 21. augusta lēmuma pamata svītrots prokurīsta Venera Treija un pilnvarnieka Hanša Rūtenberga vārds.**

Bez tam tirdzniecības reģistra nodaļa paziņo, ka ar Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodalās 1935. g. 7. augusta lēmumu šini sludinājumā minētās firmas uzņēmumam nodibināta administrācija un par pagaidu administrātoru iecelts Kurts Brigers, dzīvojošs Rīgā, Ganību dambī, № 40. Uz tirdzniecības reģistra tiesneša augstāk minētā lēmuma pamata tirdzniecības reģistrā kā firmas „Kīmiska fabrika A. G. Ruhtenberg” administrācijas pilnvarnieks ierakstīts Verneris Treijs. 16614r

Rīgā, 1935. g. 21. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz Noteik. par tirdzniecības reģ. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 234. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 21. augusta lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Ak. sab. A. S. Maikapars”.**

Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — tabakas fabrika — atrodas Rīgā, Miera ielā 12.

Pēc statūtu 1. § sabiedrības mērķi ir: tirdzniecības namam „A. S. Maikapars” piederošās, Rīgā esošās, tabakas fabrikas iegūšana, uzturēšana un darbības paplašināšana un arī tirdzniecība ar lapu tabaku un tās izstrādājumiem Latvijā un ārzemēs.

Sabiedrības pamatkapitāls ir 2.000.000 latu, kas sadalās 2000 akcijās, un katras akcijas nominālā vērtība ir 1000 latu.

Valdes locekļi: 1) valdes priekšsēdētājs **Samuēls Maikapars**, dzīvo Rīgā, Aristida Briana ielā 3; 2) valdes priekšsēdētāja vietnieks **Ulrichs Milmanis**, dzīvo Francijā, Parīzē, 51 Rue Spontini; 3) **Fedors Maikapars**, Rīgā, Baznīcas ielā 13, dz. 8; 4) **Persijas pavalstnieks Osips Pernikovs**, dzīvo Francijā, Parīzē, 91 Avenue Henri Martin.

Valdes locekļu kandidāti: 1) **Samuēls Pēnerdži**, dz. Rīgā, Stabu ielā 21, dz. 18; 2) **Kārlis Hōziassons**, Rīgā, Baznīcas ielā 13, dz. 9; 3) **Horācijs Bernhards-Maikapars**, Rīgā, Miera ielā 12; 4) **Vladimirs Milmanis**, Rīgā, Miera ielā 12.

Finanču ministrs apstiprinājis sabiedrības statūtus 1921. g. 20. dec. Sabiedrība nodibināta 1914. g. 16. janv.

Pilnvaras, līgumus, visāda veida aktus, pārvedu un blanco uzrakstus uz vekseliem paraksta divi direktori: vienkārsu un speciālu tekošu rēķinu čekus kredit- un pasta iestādēs, naudas pārvedumu un tekošu korespondenci paraksta viens direktors, ko uz to pilnvarojusi akcionāru pilnsapulce. Par statūtu apstiprināšanu publicēts „Vald. Vēstn.” 1921. g. 294. numurā. 16605g

Rīgā, 1935. g. 21. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz Noteik. par tirdzniecības reģ. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 235. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 21. augusta lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Alus un iesala rūpnīcas akciju sabiedrība „Līvonijs”.**

Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — alus darītava un iesala fabrika — atrodas Rīgā, Lielā Maskavas ielā 239/243.

Sabiedrības mērķi ir: iegūt un izmantot Rīgā, Lielā Maskavas ielā 239/243 atrodošās rūpnīcas ēkas un īpašības alus un iesala ražošanai.

Sabiedrības pamatkapitāls ir 200.000 latu, kas sadalās 1000 akcijās, un katras akcijas nominālā vērtība 200 latu.

Valdes locekļi: 1) valdes priekšsēdētājs un direktors-rikohtājs **Markus Tankelovičs**, dz. Rīgā, Kr. Barona ielā 24/26; 2) direktora-rikohtāja vietnieks **Issers Tankelovičs**, Rīgā, Kr. Barona ielā 24/26; 3) **Menachoms Tankelovičs**, Rīgā, Kr. Barona ielā 24/26.

Finanču ministrs vai viņa biedrs apstiprinājis: a) sabiedrības statūtus 1922. g. 20. febr., statūtu grozījumus — b) 1922. g. 22. jūlijā, c) 1924. g. 23. maijā, un d) 1931. g. 23. dec. (tad arī otrā akciju izlaiduma noteikums). Sabiedrības darbība atklāta 1924. g. 23. maijā.

Visu sarakstīšanos paraksta divi direktori: vekselus, pilnvaras, līgumus, nekustamas mantas pirkšanas-pārdošanas un citus aktus, tāpat arī pieprasījumus kredītiestādēm atmaksāt sabiedrības iemaksātās summas paraksta vismaz divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta divi direktori, kuŗus valde uz to pilnvarojusi; naudas summu, sūtījumu un dokumentu saņemšanai pastā pietiek ar vienu direktora parakstu. Saskaņā ar finanču ministra 1924. gada 23. maijā apstiprināto statūtu grozījumu, akciju sabiedrība „Vidzeme” pārdēvēta par Alus un iesala rūpnīcas akciju sabiedrību „Līvonijs”. Par statūtu apstiprināšanu publicēts „Vald. Vēstn.” 1922. g. 44. numurā. 16606g

Rīgā, 1935. g. 21. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz Noteik. par tirdzniecības reģ. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 236. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 21. augusta lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Cēsu kaķu un kīmiskās rūpnīcas akc. sab. „Kalcium”.**

Sabiedrības sēdeklis atrodas Rīgā, Palasta ielā 3. Sabiedrības uzņēmums — kaķu un dažādu kīmisku vielu izgatavošana — atrodas Cēsīs, Jaunā ielā 17.

Sabiedrības mērķi ir: ekspluatēt Cēsu apkārtnē atrodošos kaķu un tauja nogulumus; izstrādāt no šīm izejvielām kaķu un citus kīmiskus ražojumus; ierīkot un ekspluatēt attiecīgas fabrikas un citas rūpnīcas; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanai paraksta viens direktors. Par statūtu apstiprināšanu publicēts „Vald. Vēstn.” 1929. g. 126. num. 16608g

Rīgā, 1935. g. 21. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

Sabiedrības pamatkapitāls ir 100.000 latu, kas sadalās 500 akcijās un katras akcijas nominālā vērtība ir 200 latu.

Valdes locekļi: 1) valdes priekšsēdētājs **Frīdrichs Kette**, dzīvo Rīgā, Brīvības ielā 93, dz. 9; 2) **Haralds Hoffmans**, Rīgā, Pērnavas ielā 24; 3) **Eižens Demmers**, Rīgā, Brīvības gatvē 14; 4) **Andrejs Kreicbergs**, Rīgā, Glikā ielā 3; 5) **Eižens Bergs**, Rīgā, Palasta ielā 3; 6) **Aleksandrs Mīls**, Rīgā, Karlines ielā 7.

Valdes locekļu kandidāti: 1) **Arturs Hamans**, dzīvo Rīgā, Brīvības ielā 26; 2) **Vilhelms Hjordts**, Rīgā, vecā Jelgavas ielā 27; 3) **Kārlis Freijs (Frey)**, Rīgā, Brīvības ielā 18.

Finanču ministrs apstiprinājis sabiedrības statūtus 1933. g. 11. dec. Sabiedrības darbība atklāta 1933. g. 14. dec.

Vekselus, pilnvaras, līgumus, zemesgrāmatas ierakstus un citus aktus, kā arī pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojusi; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. Par statūtu apstiprināšanu publicēts „Vald. Vēstn.” 1933. g. 280. num. 16607g

Rīgā, 1935. g. 21. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz Noteik. par tirdzniecības reģ. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 237. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 21. augusta lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Finieru lieltirgotavas akciju sabiedrība B. Lutes & Ko”.**

Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — finieru un galdnīcības piederumu tirgotava — atrodas Rīgā, Lielā Monētu ielā 8.

Pēc statūtu 1. § sabiedrības mērķi ir: 1) iegūt, turpināt un paplašināt komandītsabiedrībai zem firmas „Bernhards Luts” Rīgā, Pēterbāznieks laukumā 37 piederošo finieru tirgotavu; 2) tirgoties ar finieru, koku un galdnīcības materiāliem — un mašīnām.

Sabiedrības pamatkapitāls ir 120.000 latu, kas sadalās 600 akcijās, un katras akcijas nominālā vērtība ir 200 latu.

Valdes locekļi: 1) valdes priekšsēdētājs **Ludvigs Strāls**, dzīvo Rīgā, Alberta ielā 8; 2) Vācijas pilsonis **Bernhards Lutes**, Rīgā, Mazā Kalēju ielā № 10/12; 3) **Filips Lackis**, Rīgā, Skūpu ielā 13; 4) **Ābrāms Galants**, Rīgā, Avotu ielā 2.

Saskaņā ar statūtu 21. § valde sastāv no 5 direktoriem.

Finanču ministrs apstiprinājis: a) sabiedrības statūtus 1929. g. 5. jūnijā, statūtu grozījumus — b) 1930. g. 5. apr., c) 1930. g. 13. jūnijā un d) 1933. g. 16. jūnijā. Saskaņā ar finanču ministra 1930. gada 5. apr. apstiprināto statūtu grozījumu, Finieru lieltirgotavas akciju sabiedrība pārdēvēta par Finieru lieltirgotavas akciju sabiedrību „B. Lutes & Ko”. Sabiedrības darbība atklāta 1929. gada 11. jūnijā.

Vekselus, pilnvaras, līgumus, kontraktus, zemesgrāmatas ierakstus un citus aktus, tekošu rēķinu čekus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta divi direktori, kuŗus valde uz to pilnvarojusi; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanai paraksta viens direktors. Par statūtu apstiprināšanu publicēts „Vald. Vēstn.” 1929. g. 126. num. 16608g

Rīgā, 1935. g. 21. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz Noteik. par tirdzniecības reģ. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 238. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 22. augusta lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Latvijas kuģniecības sabiedrība „Austra” akciju sabiedrība”.**

Sabiedrības sēdeklis atrodas Rīgā, Valdemāra ielā 17, dz. 1. Sabiedrības mērķi ir: veicināt latviešu tirdzniecības kuģniecību; iegūt ar būvēšanu, pirkšanu vai citā ceļā tirdzniecībai derīgus kuģus, laivas un citus peldošus līdzekļus, un arī visādu kustamu un nekustamu

mantu; pār vadāt pasažierus, preces un dažādas mantas pa jūru un upēm, vai ezeriem iekšzemē un ārzemēs; pabalstīt tirdzniecības kuģu būvēšanu Latvijā un šim nolīkam ierīkot kuģu būvētavas; veicināt kuģniecības zinību izplatīšanu, dibinot un pabalstot jūrskolas, derīgu rakstu izdošanu un citādi.

Sabiedrības pamatkapitāls ir 300.000 latu, kas sadalās 3750 akcijās, un katras akcijas nominālā vērtība ir 80 latu.

Valdes locekļi: 1) valdes priekšsēdētājs **Andrejs Lonfelds**, dzīvo Rīgā, Valdemāra ielā 17, dz. 1; 2) valdes priekšsēdētāja vietnieks **Ādams Ārgals**, Rīgā, Kr. Barona ielā 89/91, dz. 19; 3) direktors-rikohtājs **Maksis Kalniņš**, dzīvo Rīgā, Stabu ielā № 28, dz. 4; 4) direktora-rikohtāja palīgs **Pēteris Baumanis**, Rīgā, Maskavas ielā 199, dz. 1; 5) valdes sekretārs **Juris Kočigis**, Rīgā, Andreja Pumpura ielā 3, dz. 10; 6) mantzinis **Kārlis Veide**, Rīgā, Brīvības gatvē № 30, dz. 1; 7) **Jānis Brigaders**, Rīgā, Brīvības ielā 24, dz. 7; 8) **Jānis Šilinskis**, Rīgā, Brīvības ielā 71/73, dz. 11; 9) **Andrejs Golvers**, Rīgā, Tērbatas ielā 33/35, dz. 15; 10) **Emma Kalniņš**, Rīgā, Stabu ielā 28, dz. 4; 11) **Viktors Kalniņš**, Rīgā, Volgundes ielā 114; 12) **Pēteris Ozoliņš**, Rīgā, Raina bulvārī 17; 13) **Kristaps Hoheims**, Rīgā, Kandavas ielā 30; 14) **Arturs Grīnups**, Rīgā, Antonijas ielā 3, dz. 5; 15) **Jānis Millers**, Rīgā, Kuldīgas ielā 17, dz. 5.

Tirdzniecības un rūpnīcas ministrs apstiprinājis sabiedrības statūtus 1921. g. 29. aprīlī. Finanču ministrs apstiprinājis statūtu grozījumu 1923. gada 25. okt. Sabiedrības darbība atklāta 1921. g. 8. maijā.

Valdes vārdā parakstās vismaz 8 valdes locekļi, to starpā katrā viņa valdes priekšsēdētājs vai viņa vietnieks. Par statūtu apstiprināšanu publicēts „Vald. Vēstn.” 1921. g. 97. num. 16609g

Rīgā, 1935. g. 22. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz Noteik. par tirdzniecības reģ. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 239. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 22. augusta lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Baltijas stērķļu fabrikas akciju sabiedrība”.**

Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — risu, stērķļu rūpnīca, galda sāls, piparu un kanēļa iesaiņošana — atrodas Rīgā, Lielā Maskavas ielā 136. Sabiedrības mērķis ir: attīstīt un paplašināt Rīgā, Lielā Maskavas ielā 136 esošo stērķļu fabriku un veicināt uz šo rūpnīcību attiecošos tirdzniecību uz pašas rēķina vai arī aģentūras un komisijas ceļā.

Sabiedrības pamatkapitāls ir 28.000 latu, kas sadalās 280 akcijās, pa 100 latu nominālā vērtībā katrā.

Valdes locekļi: 1) direktors-rikohtājs un valdes priekšsēdētājs **Izraels Veinbergs**, dzīvo Rīgā, Elizabetes ielā 10a, dz. 11; 2) **Benjons Veinbergs**, Rīgā, Kungu ielā 29; 3) **Rozā Veinbergs**, Rīgā, Elizabetes ielā 10a, dz. 11. 16610g

Finanču ministrs apstiprinājis sabiedrības statūtus 1921. g. 3. okt., par ko publicēts „Ekonomistā” 1921. g. 20. num.; finanču ministra biedrs apstiprinājis statūtu grozījumu 1926. g. 25. nov. Sabiedrības darbība atklāta 1921. g. 3. okt.

Vekselus, pilnvaras, līgumus, nekustamas mantas pirkšanas un pārdošanas un citus aktus, tāpat arī pieprasījumus kredītiestādēm par sabiedrības summu atmaksāšanu paraksta divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojusi; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, visu sarakstīšanos paraksta viens direktors.

Rīgā, 1935. g. 22. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz Noteik. par tirdzniecības reģ. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 240. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 22. augusta lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „L. W. Goegginger” akciju sabiedrība”.**

Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — konfekšu, šokolādes, konservu, etiķa, konditorejas

preču, tējas un skārda izstrādājumu fabrika — atrodas Rīgā, Sporta ielā 2.

Pēc statūtu 1. § sabiedrības mērķi ir: iegūt, atjaunot un attīstīt sabiedrībai „Pirmā Rīgas konservu fabrika L. V. Gegginger” piederošu galas, zivju un citu konservu, šokolādes un konditorejas ražošanu fabriku, kā arī tirgoties ar tiem un citām precēm iekšzemē un ārzemēs.

Sabiedrības pamatkapitāls ir 1.019.250 latu, kas sadalās 4530 akcijās, un katras akcijas nominālā vērtība ir 225 latu.

Valdes locekļi: 1) valdes priekšsēdētājs **Ulrichs Milmanis**, dzīvo Francijā, Parīzē, XVI, 51. Rue Spontini; 2) valdes priekšsēdētāja vietnieks **Samuēls Maikapars**, dzīvo Rīgā, Aristida Briana ielā 3; 3) Grieķijas pilsonis **Simons Kalfa**, Rīgā, Lāčplēša ielā 1, dz. 4.

Valdes locekļu kandidāti: 1) **Emīls Heilmansons**, dzīvo Rīgā, Mazā Smiļņu ielā 12; 2) **Rūdolfs Krēbs**, Rīgā, Cēsu ielā 13, dz. 52; 3) **Vladimirs Milmanis**, Vācijā, Berlinē, Kurfürstendam 48/49.

Tirdzniecības un rūpnīcas ministrs apstiprinājis sabiedrības statūtus 1920. g. 8. dec., un statūti iespiesti „Ekonomistā” 1923. g. 8. num. Finanču ministrs apstiprinājis statūtu grozījumus: a) 1923. g. 23. febr., b) 1928. g. 29. sept., c) 1931. g. 2. janv., un d) 1933. g. 10. maijā. Sabiedrības darbība atklāta 1920. g. 31. dec.

Vekselus, pilnvaras, līgumus, nekustamas mantas pirkšanas un pārdošanas aktus un arī citus aktus un pieprasījumus kredītiestādēm izmaksāt atpakaļ sabiedrības iemaksātās summas paraksta vismaz divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojusi; naudas summu, sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, visu sarakstīšanos paraksta viens direktors. 16611g

Rīgā, 1935. g. 22. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa uz Noteik. par tirdzniecības reģ. 39. p. pamata paziņo, ka Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 241. num., saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 22. augusta lēmumu, ierakstīta akciju sabiedrība ar firmu „Oskara Vildenberga savienoto ādas fabriku akciju sabiedrība”.**

Sabiedrības sēdeklis un uzņēmums — ādu fabrika — atrodas Rīgā, Bauskas ielā 10/18.

Sabiedrības mērķi ir: a) iegūt, ierīkot un izmantot ādas fabrikas; b) tirgoties ar dažādām izstrādātām un neapstrādātām ādām.

Sabiedrības pamatkapitāls ir 1.020.000 latu, kas sadalās 3000 akcijās, un katras akcijas nominālā vērtība ir 340 latu.

Valdes locekļi: 1) Igaunijas pilsonis **Herberts Rozenfeldts**, dzīvo Rīgā, Bauskas ielā 14; 2) **Helene Laerums**, Rīgā, Bauskas ielā 14; 3) **Valerijus Brēzinskis**, Rīgā, Valdemāra ielā № 57/59, dz. 9. 16612g

Valdes locekļu kandidāti: 1) **Andrejs Krastkalns**, dzīvo Rīgā, Brīvības ielā 23, dz. 6; 2) Igaunijas pilsonis **Leo Andrežens**, Rīgā, Bauskas ielā 12.

Bij. Krievijas valdība bij apstiprinājusi Oskara Vildenberga savienoto ādas fabriku akciju sabiedrības statūtus 1909. g. 28. jūlijā. Latvijā sabiedrība ar nosaukumu „Oskara Vildenberga savienoto ādas fabriku akciju sabiedrība Rīgā un Ārensburgā” tika ieviesta Finanču ministrijas akciju un pajū sabiedrību sarakstā 1922. g. 6. nov. Finanču ministrs apstiprinājis sabiedrības ar nosaukumu „Oskara Vildenberga savienoto ādas fabriku akciju sabiedrība” grozītos statūtus 1924. g. 31. martā. Par grozīto statūtu apstiprināšanu publicēts „Vald. Vēstn.” 1924. g. 100. numurā. Sabiedrības darbība Latvijā atjaunota 1922. g. 6. nov.

Vekselus, pilnvaras, līgumus, kontraktus, zemesgrāmatas ierakstus un citus aktus, pieprasījumus par sabiedrības summu atpakaļdabūšanu no kredītiestādēm paraksta divi direktori; tekošu rēķinu čekus paraksta viens direktors, ko valde uz to pilnvarojusi; naudas sūtījumu un dokumentu saņemšanu pastā, visu sarakstīšanos paraksta viens direktors.

Rīgā, 1935. g. 22. augustā.  
Tirdzniecības reģistra tiesnesis A. Klingo.  
Sekretāra v. A. Bērziņš.

**Rīgas apgabaltiesas tirdzniecības reģistra nodaļa, uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata, paziņo, ka tirdzniecības reģistrā „B” ar reģ. 146. num. ierakstītās firmas „Vilnas austuves akciju sabiedrība „S. Svaras dēls” reģistra folijā uz tirdzniecības reģistra tiesn. 1935. g. 23. aug. lēmuma pamata, ierakstīts, ka valdes locekļu kandidāti: 1) Dāvids Svares dzīvo Rīgā, Visbijas prospektā 15; 2) Vācijas pilsonis Hansis Stekle (Hans Stoeckle) dzīvo Vācijā, Berlinē, Klopstockstrasse 37**

Daugavpils apgabalt. 1. civildod. paziņo, ka 1935. g. 15. janvārī mirušās Annas Semjonovas 1934. gada 24. septembrī sastādītais notāriālais testaments ar apgabalietas 1935. g. 30. aprīļa lēmumu apstiprināts izpildīšanai. Daugavpili, 1935. g. 23. aug. L. 1501a/35. 16700r. Priekšsēd. b. v. J. Krūmiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civildod. paziņo, ka 1934. g. 15. janvārī mirušā Grigorija Stepana d. Semenova 1933. g. 14. decembrī sastādītais privāttestaments ar apgabalietas 1934. g. 9. okt. lēmumu apstiprināts izpildīšanai. Daugavpili, 1935. g. 22. aug. L. 1315a/34. 16701r. Priekšsēd. b. v. J. Krūmiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civildod., uz Eduarda Augusta d. Plečkēna un citu lūgumu un saskaņā ar Civ. proc. nolik. 1584., 1628., 1631. un 1710. p., uzaicina visus, kam būtu uz 1931. g. 27. jūnija Laucesas pag. Prodiški mājās mirušā Augusta (arī Augustīna) Miķeļa d. Plečkēna atstāto mantojumu vai sakarā ar šo mantojumu kādas tiesības vai prasības kā mantiniekiem, leģatāriem, fideikomisarēm, kreditoriem u. t. t., pieteikt tās šai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktas prasības uzskatīs par spēku zaudējušām. Daugavpili, 1935. g. 24. aug. L. 1647a/35. 16696r. Priekšsēdēt. b. v. J. Krūmiņš. Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 3. civildod. paziņo, ka 1934. g. 26. februārī mirušā Zinovija Kirila d. Kirilova 1934. g. 25. februārī sastādītais privāttestaments ar apgabalietas 1935. g. 19. marta lēmumu apstiprināts. Daugavpili, 1935. g. 22. aug. L. 774a/35. 16705r. Priekšsēdētāja b. J. Dāvis. Sekretārs v. (paraksts).

Daugavpils apgabalt. 3. civildod., izklausījusi Pāvila, Donata Vuļanu un Jana Skaba lūgumu atzīt Ādamu Ādamu d. Skābu (Voverevu) par mirušo un, pamatojoties uz savu 1935. gada 22. maija lēmumu un Civ. proc. nolik. 1764. p. un 1565. līdz 1570. p., uzaicina bezvēsts promesošo Ādamu Ādamu d. Skābu (Voverevu) 1 gada laikā pēc šī sludinājuma iespiešanas „Valdības Vēstnesī”, ierasties tiesā vai dot tiesai drošas ziņas par sevi; tāpat arī uzaicina visas citas personas, kam ir drošas ziņas par viņu dzīves vietu vai viņu nāvi, iesniegt šīs ziņas tiesai, aizrādot, ka, ja pēc publikācijas termiņa notecešanas nebūs saņemtas drošas ziņas, ka minētais Ādamu Ādamu d. Skābs (Voverevs) ir dzīvs, tiesa uz ieinteresētu personu lūgumu un Civ. proc. nolik. 1569. p. pamata, atzīs viņu par mirušo. Daugavpili, 1935. g. 23. aug. L. 729a/35. 16704r. Priekšsēdētāja b. J. Dāvis. Sekretārs (paraksts).

Daugavpils apgabalt. tirdzniecības reģistra nodala, uz not. par tirdzn. reģ. 39. p. pamata, paziņo, ka š. g. 21. augusta nodalās reģistrā „A” ar 527. num. ierakstīta firma „A. Rupeļu, viņu tīrgotava”, kuras īpašnieks Aleksandrs Rupeļi dīm. Liepāja, 1897. g. 14. septembri, dzīvo Rēzeknē, Bukmuižas ielā № 27. Uzņēmums atrodas Rēzeknē, Bukmuižas ielā 1; darbības nozare: vienu tīrgotava. Uzņēmuma darbība atklāta 1932. g. 1. janvārī. Daugavpili, 1935. g. 23. aug. 527 R. 16618r. Tirdzniecības reģistra tiesnesis K. Vikmanis. Sekretāra v. J. Richters.

Daugavpils apgabalt. tirdzniecības reģistra nod., uz tirdzniecības reģ. not. 39. p. pamata, paziņo, ka saskaņā ar tirdzniecības reģistra tiesneša 1935. g. 20. augusta lēmumu, tirdzniecības reģistrā „A” firmas „Labības un linsēklu tīrgotava vairum Izaks Psaiks” 242. folijā striptoi firmas nosaukuma vārdi „Labības un linsēklu tīrgotava vairum” un otra ailē ar kārtējā ieraksta 2. numuru ierakstīts „Sakot ar 1935. g. 2. maiju arī tirdzniecība ar maksājumiem mēslim”. 16617r. Daugavpili 1935. g. 23. aug. Tirdzniecības reģistra tiesnesis K. Vikmanis. Sekretāra v. J. Richters.

Bauskas apr. 1. iec. miertiesn., pamatojoties uz Civ. proc. nolik. 1694., 1695., 1710. un 1889. p., paziņo, ka pēc 1933. g. 18. jūnijā Bauskā mirušās Matildes Rodes nāves ir atklājis man-

tojums un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu ir kādas tiesības vai pretenzijas, kā mantiniekiem, leģatāriem, fideikomisarēm, kreditoriem u. t. t., pieteikt šīs tiesības minētām miertiesnesim 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Terminā nepieteiktas prasības atzīs par spēku zaudējušām un spēkā neesošām. Bauskā, 1935. g. 24. augustā. Aps. l. 11. 16706r. Miertiesn. p. i. E. Baumanis.

Balvu iec. miertiesnesis, saskaņā ar savu 1935. g. 23. aug. lēmumu, Civ. proc. nolik. 1725. p. un Civ. l. 10. sēj. 1. d. 1239. p., paziņo, ka pēc 1935. g. 20. jūlijā mirušā Kazimira Jāņa d. Salmana ir palicis kustumas un nekustamās mantojums, kas atrodas Jaunlatgales apr. Balvu pag. „Eglukalnā”, un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to kādas tiesības kā mantiniekiem, pieteikt tās minētām miertiesnesim viņa kamērā Balvos, Alejas ielā, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Balvos, 1935. g. 23. augustā. 270 B. 16707r. P. miertiesnesis Kalniņš.

Daugavpils 3. iec. miertiesn., saskaņā ar savu 1935. g. 24. aug. lēmumu, Civ. proc. lik. 1725. p. un Lik. kop. X sēj. 1239. p. 1. d., paziņo, ka pēc 1903. g. 11. jūnijā mir. Andreja Vasilija d. Ševelkova ir palicis īpašums, kas atrodas Daugavpilī, Stropu vasarnīcu rajonā 84, kādēļ uzaicina visas personas, kam uz šo mantojumu vai sakarā ar to būtu kādas tiesības kā mantiniekiem, pieteikt šīs tiesības pēc piekritības 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma iespiešanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Daugavpili, 1935. g. 24. aug. Civ. l. 651. 16708r. Miertiesnesis K. Avens.

Rīgas apgabaltiesas Valmieras apr. 2. iec. tiesu izpildītājs A. Sterns (kanceleja Rūjienā, Raiņa ielā 4) paziņo, ka uz 1935. g. 26. oktobra plkst. 10 Rīgā, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē izsludinātā mir. Jāņa Bērzupe nekustamā īpašuma — Valmieras apr., Rūjienas pilsētā, Skolas ielā 20, ar zemes grāmatu reģistra 9390. num., pārdošana publiskā izsolē atceļta. 16619r. 1935. g. 22. augustā. Tiesu izpild. A. Sterns.

Liepājas apgabalt. Kuldīgas iec. tiesu izpildītāja v. i. A. Jansons (kanceleja Kuldīgā Ventspils ielā 19), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijā bankas un Zīdu kredītbirošas prasību apmierināšanai 1935. g. 4. oktobrī plkst. 10. Liepājas apgabaltiesas sēžu zālē pārdoš trešajā atklātā izsolē mirušā Josefa Veisa mantojuma masai vienā ideālā pusdāļā piederošo nekustamo mantu Kuldīgā ar zemes grām. reģ. 177. num., kas atrodas 15. maija ielā 13; 2) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Kuldīgas zemes grāmatu nodalā; 3) nekustamā mantā pilnā sastāvā novērtēta par Ls 2688; 4) nekustamai mantai ir hipotēku parādi 2430 rbl. krievu cara nauda un Ls 2000.—, un 5) solītajiem jāiemaksā Ls 135.— drošības nauda un jāuzrādā Tieslietu ministrijas atļauja nekust. mantas iegūšanai. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu nepielaiž, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā. Kuldīgā, 1935. g. 23. augustā. L. 905/35. 16620r. Tiesu izp. v. i. A. Jansons.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. prasības Ls 2793,80 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1936. g. 23. novembrī plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš otrā publiskā izsolē Antona un Annas Franka b. Logiņu nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Šķilbēnu pag. Logiņu sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 6067. num. un sastāv no 21. viensētas 19,036 ha platībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1346,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 2900,—; 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 134,60 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16621 Kārsavā, 1935. g. 23. augustā. Tiesu izpildītājs H. Kitners.

4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 134,60 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16622 Kārsavā, 1935. g. 24. augustā. Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Latvijā hipotēku bankas prasības Ls 1321,80 ar termiņmaksājumiem, soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 23. novembrī plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Iechoka Abrahāma d. Gordina nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Kārsavā Teātra ielā 21, ierakstīta zemes grāmatu reģistra 77. num. un sastāv no gruntsgabala, 706 kv. mtr. platībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 310,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 1500,—; 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nol. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 31,— un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16623 Kārsavā, 1935. g. 21. aug. 16633 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) tirdzniecībā maksātnespējīgās parādnieks Punduru krājāizdevu sabiedrības „Arājs” konkursā valdes prasības Ls 540.— ar proc. un izdevumiem apmierināšanai 1935. g. 14. decembrī plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Jāņa Aiekseja dēla Novikova nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Gauru pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 5678. num. un sastāv no 60 F zemes gabala ar nosaukumu „Rubēni”, 1,00 ha kopplatībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 95,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 100,—; 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 9,50 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16624 Kārsavā, 1935. g. 21. aug. 16624 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Stanislava Franča d. Supes prasības Ls 8020.— ar proc. un izdevumiem apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Antona m. Čigurs, dzim. Lohans, Michalīnas Alekša m. Supe, dzim. Čigurs-Dukovskis, un Agatas un Gelēnas Alekša m. Čigurs nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Šķilbēnu pag. Kangarusādžas zemes robežās un ierakstīta zemes grām. reģ. 7107. num. un sastāv no 21. viensētas, 12,789 ha kopplatībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 1105,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 1400,—; 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 110,50 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16625 Kārsavā, 1935. g. 24. augustā. Tiesu izpild. H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) tirdzniecībā maksātnespējīgās parādnieks Punduru krājāizdevu sabiedrības „Arājs” konkursā valdes prasības Ls 156,90 ar proc. un izdevumiem apmierināšanai 1936. gada 14. martā plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Emīļa Porieša prasības Ls 2280.— ar proc. un izdev. apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Robertas Jāņa d. Kļaviņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Tilzas pag. ierakstīta zemes grāmatu reģistra 4155. num. un sastāv no 506 F, 1049 F un 1104 F zemes gabaliem ar kopēju nosaukumu „Pļavnieki”, 13,06 ha kopplatībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2023,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 2500,—; 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 202,30 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16626 Kārsavā, 1935. g. 21. aug. 16626 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

pārdoš pirmajā publiskā izsolē Vasilija Andreja dēla Andrejeva nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Gauru pag., ierakstīta zemes grāmatu reģ. 2257. num. un sastāv no 6 F zemes gabala ar nosaukumu „Vasilijene”, 2,48 ha kopplatībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 710,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 350,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 71,— un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16627 Kārsavā, 1935. g. 21. augustā. Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Emīļa Porieša prasības Ls 2280.— ar proc. un izdev. apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Robera Jāņa d. Kļaviņa nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Tilzas pag. ierakstīta zemes grāmatu reģistra 4155. num. un sastāv no 506 F, 1049 F un 1104 F zemes gabaliem ar kopēju nosaukumu „Pļavnieki”, 13,06 ha kopplatībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 2023,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 2500,—; 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 202,30 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16628 Kārsavā, 1935. g. 21. augustā. Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodalās prasības Ls 64,50 ar proc. un izdevumiem apmierināšanai, ka arī Ls 182,25 ar proc. un izdevumiem piedziņai par labu Nosonam Meerovicam 1936. gada 14. martā plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Izidora Jāņa dēla Gabrana nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Baltinavas pag. Baltinavas muižas zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 8112. num. un sastāv no 23. viensētas, ar nosaukumu „Upepi”, 12,901 ha kopplatībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 3295,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 1300,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 329,50 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16629 Kārsavā, 1935. g. 24. augustā. Tiesu izpild. H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Stanislava Franča d. Supes prasības Ls 8020.— ar proc. un izdevumiem apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Antona m. Čigurs, dzim. Lohans, Michalīnas Alekša m. Supe, dzim. Čigurs-Dukovskis, un Agatas un Gelēnas Alekša m. Čigurs nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Jaunlatgales apr. Šķilbēnu pag. Kangarusādžas zemes robežās un ierakstīta zemes grām. reģ. 7107. num. un sastāv no 21. viensētas, 12,789 ha kopplatībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība — Ls 1105,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 1400,—; 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1293. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 110,50 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16630 Kārsavā, 1935. g. 21. aug. 16630 Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nodalās Ls 1637,34 ar nokavētām rentēm un izdevumiem prasības piedziņai 1936. gada 14. martā plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Oduma Antona d. Skrima nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzas apr. Kārsavas pag., Vilgu sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grām. reģ. 4872. num. un sastāv no 19. viensētas, kuŗa aptver divus zemes gabalus 19. un 19a 12,197 ha kopplatībā ar zemi un ekām; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 1903,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 1900,—; 3a) solīšana sāksies saskaņā ar Civilproc. nolik. 1273. p.; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 190,30 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16631 Kārsavā, 1935. g. 24. augustā. Tiesu izpild. H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpildītājs H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p. paziņo, ka: 1) Kārsavas pagasta valdes prasības Ls 311,99 ar proc., soda naudām un izdevumiem apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Ignata Pēteris d. Kirovana nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzas apr. Kārsavas pag. Gadževnu sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 14566. num. un sastāv no 8. viensētas 14,924 ha kopplatībā; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 3695,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 1300,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 369,50 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16632 Kārsavā, 1935. g. 21. augustā. Tiesu izpildītājs H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Kārsavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280.—1306. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas Rēzeknes nod. Ls 2048,91 ar nokavētām rentēm un izdevumiem prasības piedziņai 1936. gada 14. martā plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē mir. Anufrija Matveja d. Igauna nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Ludzas apr. Kārsavas pag. Lugu sādžas zemes robežās, ierakstīta zemes grām. reģistra 13190. num. un sastāv no 1. viensētas, 9,656 ha kopplatībā ar zemi un ekām; 2) nekustamās mantas izsoles vērtība Ls 962,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 3500,—; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 96,20 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Rēzeknes-Ludzas-Jaunlatgales zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekust. mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 16633 Kārsavā, 1935. g. 24. augustā. Tiesu izpild. H. Kitners.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotņiks (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka: 1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. gada 7. martā plkst. 10. Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdoš pirmajā publiskā izsolē Pēteris Matveja d. Egls nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Aulejas pag. Kaina-Kudiņu sādžas un ierakstīta zemes grāmatu reģ. 19446. num., 25. grūnti 4,526 ha platībā; 2) nekustamā mantā publiskai izsolei novērtēta par Ls 727,—; 3) tai ir hipotēku parāds Ls 100,— Valsts zemes bankai; 4) solītajiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 72,70 un jāuzrādā tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tajos gadījumos, kad tāda pēc likuma vajadzīga; 5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas un Daugavpils-Iļķstes zemes grāmatu nodala. Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērš, jāpieteic līdz izsoles dienai. Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskattīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16634 Krāslavā, 1935. g. 23. augustā. Tiesu izpild. J. Avotņiks.

Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpild. H. Kitners (kanceleja Kārsavā Latgales ielā 35), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1280. līdz 1306. p., paziņo, ka: 1) Val

**Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks** (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. gada 7. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdo pirmajā publiskā izsolē Pēterā, Ignatā, Antona Antona d. d. un Kafrinas Jāzeps m. Utanu nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Dagdas pag. Avlasenku sādā un ierakstīta zemes grām. reg. 19135. num. 3. grūnti, 6,210 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 770,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 270,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtēj. desmitā daļa — Ls 77,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16655

Krāslavā, 1935. g. 23. augustā.  
Tiesu izpildītājs J. Avotnieks.

**Daugavpils apgabaltiesas Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks** (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. gada 7. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdo pirmajā publiskā izsolē Jānā, Ignatā, Gunefas, Lūcijas Vekāntija b. un Annas Franca m. Jankeviča-Joninu nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Maišļu sādā, Pustīņas pag., ierakstīta zemes grāmatu reg. 778. num. 17, 17a grūnti, 12,357 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1124,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 90,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 112,40 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16656

Krāslavā, 1935. g. 22. augustā.  
Tiesu izpildītājs J. Avotnieks.

**Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks** (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. g. 7. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdo pirmajā publiskā izsolē Annas Ādama m. Teklas Pēterā m. Vonogu un Madajas Pēterā m. Asakovičs nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Krāslavas pagastā Pīzānu sādā un ierakstīta zemes grāmatu reg. 17805. num. 2. grūnti, 10,115 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 797,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 280,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 79,70 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16657

Krāslavā, 1935. g. 22. augustā.  
Tiesu izpild. J. Avotnieks.

**Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks** (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Skaistas pagasta valdes un Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdo pirmajā publiskā izsolē Augustā un Annas Paceviču nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Skaistas pag. Kaišku 1 sādā, ierakstīta zemes grāmatu reg. 17575. num. 7. grūnti, 6,022 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1050,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 60,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 105,— un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16652

Krāslavā, 1935. g. 26. augustā.  
Tiesu izpildītājs J. Avotnieks.

**Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks** (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdo pirmajā publiskā izsolē Ludviga Konstantina d. Kovalevska nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Pustīņas pagastā, ar nosaukumu „Akācijas” un ierakstīta zemes grāmatu reg. 806. num., 17 F grūnti, 18,61 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 1405,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 880 Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 140,50 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16660

Krāslavā, 1935. g. 24. augustā.  
Tiesu izpild. J. Avotnieks.

**Daugavpils apgabalt. Krāslavas iec. tiesu izpildītājs J. Avotnieks** (kanceleja Krāslavā Rīgas ielā 52), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Valsts zemes bankas Daugavpils nodaļas prasības apmierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas sēžu zālē pārdo pirmajā publiskā izsolē Jānā Jezupa d. Kroilka nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Skaistas pagastā, Lielo-Adganišku sādā un ierakstīta zemes grāmatu reg. 7341. num., 2. grūnti, 6,6484 ha platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 2415,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 620,— Valsts zemes bankai;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — Ls 241,50 un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekustamās mantas iegūšanai tanis gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. 16661

Krāslavā, 1935. g. 24. augustā.  
Tiesu izpild. J. Avotnieks.

**Daugavpils apgabalt. Krustpils iec. tiesu izpildītājs Pēteris Dauge** (kanceleja Krustpilī Rīgas ielā 163), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:

1) Emīlijas, Veitas, Gaidas un Viktorijas Zemīšu prasības ap-

mierināšanai 1936. g. 14. martā plkst. 10 Daugavpils apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē pārdo pirmajā publiskā izsolē Pēterā-Alberta Jāņa d. Zemīša nekustamo mantu pilnā sastāvā, kas atrodas Daugavpils apr. Ungurmuizas pag., ierakstīta zemes grāmatu reg. 5185. num. un sastāv no 1. vienas. Čirūžu māju robežās, 36 des. 1270 kv. saž. platībā;

2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 4292,—;

3) tai ir hipotēku parāds Ls 10.000,—;

4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdošanai nekust. mantas iegūšanai;

5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-lūkstes zemes grāmatu nodaļā.

Tiesības, kas šās nekustamās mantas pārdošanu novērs, jāpieteic līdz izsoles dienai.

Visos pārdojamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancelejā, bet 2 nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā. L 63

Krustpilī, 1935. g. 22. augustā.  
16554 Tiesu izpild. P. Dauge.

### Citu iestāžu sludinājumi.

**Zemes ierīcības departamenta kultūrtehniskā daļa** paziņo, ka zemkopības ministrs š. g. 19. augustā ir apstiprinājis Rendas meliorācijas sabiedrības „Mežzīle” statūtos.

Sabiedrība ir ierakstīta meliorācijas sabiedrību reģistra VI gr. daļas 90. lap. p. ar 2262. num.

Sabiedrības valde atrodas Kuldīgas apr. Rendas pag. Mežzīles dzirnavās, c. Lielrendu. Daļas vadīt. Alī. Kupfers. Vec. sev. uzdev. ierēdnis T. Erlachs.

**Zemes ierīcības departamenta kultūrtehniskā daļa** paziņo, ka zemkopības ministrs š. g. 19. augustā apstiprinājis Veselavas-Dērbenes pag. mel. sab. „Lūdums” statūtos.

Sabiedrība ierakstīta meliorācijas sabiedrību reģistra VI gr. daļas 92. lap. p. ar 2264. num.

Sabiedrības valde atrodas Česū apr. Veselavas pag. Min- daugās, c. Veselavu. 16597r

Daļas vadītājs Alī. Kupfers. Vec. sev. uzdev. ierēdnis T. Erlachs.

**Rīgas prefēkts 8. iec. priekšn.** paziņo, ka š. g. 4. septembrī plkst. 10, Marijas ielā 128, 3. kopējās Rīgas slimn. kases prasības lietā, pārdo vairāksolišanā Akc. Sab. A. Jansons 1 rakstammašīnu, 1 rīka zaģi un 1 naudas skapi, novērtētus par Ls 390,—, un otrreizēji utrupē 2 preču automobiļus, novērtētus par Ls 550,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt mantas varēs pārdošanas dienā uz vietas.

**Valsts Leču 2-gad. lauksaimniecības skola** (Leču muižā, 14 km no Ventspils, uz Kuldīgas liel., tālrūnis: Zūras 6) š. g. 31. augustā plkst. 14, savas telpās izdos mutvārdu māzāksolišanā

**skolas ēkas remontdarbus.** jūmta labošanās, krāsoš., sienu balsmaš., krāsu rem. u. c. d. Nodrošinājums — Ls 100.—.

**Bejas pag. 6-kl. pamatskolai 6. skolotājs-ja.** (Vēlams vīrietis, mūzikāls un sabiedriskis darbinieks, kas būtu spējīgs mācīt dziedāšanu un vadīt kori.)

Ar zīmognodevu apmaksāti līgumraksti un visi vajadzīgie dokumenti jāiesniedz pag. valdei līdz š. g. 4. septembrim, vai personīgi izraudzīšanas dienā š. g. 6. septembrī.

Kandidātus izraudzīs pagasta valdes sēdē š. g. 6. septembrī plkst. 11. Vēlama personīga ierašanās.

Tuvākā dzelz. stac. Alūksne 12 km. Tāl. Jurenski 7. 16716r

**Pagasta valde.**

**Pustīņas pagasta valde:**

1) izsludina par nederīgu nozaudēto 336. labības grāmatu, ko šī pag. valde 1934. g. 9. X izdevusi Jadvigai Klagišs, un 2) paziņo, ka Daugavpils apr. skolu valde š. g. 2. jūnijā sēdē nolēma: Pustīņas pagasta Pletku pamatskolu nosaukt par Zariņu, un Nevlanu — par Ausmas pamatskolu. Minētos nosaukumus lietot no izsludināšanas dienas.

**Skrundas 3. pamatskolai** Kuldīgas apriņķī vajadzīgs **skolas pārzinis,** vīrietis, mūzikāls, kas spēj vadīt kori, sabiedriskis darbinieks, ar pilnas pamatskolas skolotāju tiesībām.

Lūgumi ar vajadzīgiem dokumentiem iesniedzami pagasta valdei līdz š. g. 8. septembrim. Kandidātus izraudzīs pagasta valdes sēdē š. g. 13. septembrī plkst. 13. Vēlama personīga ierašanās.

Tuvākā dzelzceļa pietāte — Skrunda; līdz pagasta mājai — 4 km. skola — 1 km. Tālrūnis Skrunda 7. 16731r

**Pagasta valde.**

**Iekšlietu ministrijas emigrācijas un tūrisma nodaļa** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas ārzemju pasi № 007487 E. kas izdota Berlinē 1932. g. 7. decembrī Volfgangam Hirsheidam. 16603r

**Iekšlietu ministrijas emigrācijas un tūrisma nodaļa** izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas ārzemju pasi № 008613 H. kas izdota Rīgā. 1935. g. 21. martā Mirjamai Vitlins.

**Rīgas pils. aizgādības valde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu № 184, ko Salacas pag. v. 1932. gada 14. VI izsniegusi Herbertam Partam. 16599r

**Rīgas pils. aizgādības valde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu R 108909/103222, ko Rīgas pils. v. darba nod. 1932. g. 30. VI izsniegusi Depisovam Nikolajam. 16600r

**Rīgas pils. aizgādības valde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu № 159, ko Sējas pag. valde 1932. gada izsniegusi Jānim Bebrapim.

**Rīgas pils. aizgādības valde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu K 75192, ko Ventspils p. v. 1934. gada 27. aug. izsniegusi Smuclim-Lazeram Veiberģam. 16602r

**Rīgas pils. aizgādības valde** izsludina par nederīgu nozaudēto darba grāmatu R 42570/27781, ko Rīgas pils. v. darba nod. 1932. g. 13. VI izsniegusi Edgaram-Johanam Kazakovskim. 16758r

**Rīgas prefēkts 8. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu 187. karaklausības apliecību, ko Dobeles kāim. pulka komand. 1935. g. 1. martā izdevis Alfrēdam-Pēterim Ljekmanim. 16598r

**Burtnieku pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto zirga pasi 392, ko Smiltenes pilsētas valde izdevusi 1928. gada 31. martā Jankelam Basam.

**Erģemes pag. valde** izsludina par nederīgu 40. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Matildei Vitols. 16347g

**Gudenieku pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudēto kara klaus. apliecību 11536, ko Aizputes-Kuldīgas kara apr. priekšn. 1924. g. 29. sept. izdevusi Kristam Grietas d. Ruņģim.

**Jelgavas apr. policijas 2. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu nozaudētu Polijas iekšzemes pasi 200, ko Braslavas apr. priekšnieks 1930. g. 9. aprīlī izdevusi Jozefam Szeniēlam.

**Kalsnavas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudētu kumela reg. zīmē 207, ko šī pag. valde 1933. g. 15. aprīlī izdevusi Andrejam Liepiņam. 15987r

**Kārsavas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudētu 466. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Meikulam Pīls. 16437g

**Kokmuižas pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudētu 11. labības grāmatu, kuru šī pag. valde izdevusi Augustam Bērziņam 1934. gadā. 16733r

**Liksnas pag. valde** izsludina par nozaudētu darba grām. L № 53427/934, ko šī pag. valde izdevusi 1933. g. 27. apr. Grigorijam Ivanovam. 16725g

**Nabes pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudētu 29. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Ernestam Purnmalim. 16196g

**Snīķeres pag. valde** izsludina par nederīgu nozaudētu Latvijas iekšzemes pasi ser. L.J. O21082, ko Ukru pag. valde 1928. gada 6. jūnijā izdevusi Alfrīdam Jankovskim. 15633r

**Tukuma-Talsu apr. policijas 3. iec. priekšnieks** izsludina par nederīgu spridzināšanas meistara 79030. apliecību, ko Būvniecības pārvalde 1929. gada 28. augustā izdevusi Paulim Apšim. 16711r

**Dzelzceļu virsvaldes mašīnu un materiālu direkcija** izsludina rakstveida izsoles:

1935. g. 5. sept. uz 35.000 kg pernicas un „dažādu krāsu, pēc saraksta, piegādi.

1935. g. 6. sept. uz papīra un kartona, pēc saraksta, piegādi, un rakstveida sacensību:

1935. g. 6. sept. uz 10.000 m<sup>3</sup> skābekļa, 150 atm. spiediena, piegādi.

Izsolu un sacensību sākums plkst. 11, 121. ist. Daļībniekiem jāiemaksā 5% drošības nauda no piedāvājuma vērtības. Tuvākas ziņas 103. ist. L 2535 16412

**Valsts dzelzceļu 1. ceļu iecirkņa priekšnieka biroja** Rīgas 1. stac. š. g. 10. septembrī plkst. 12 **izdos jauktā izsolē:**

1) Rampas būvdarbu turpināšanu Pļaviņu stac. Drošības nauda Ls 140,—.

2) Vagonu svaru pamatu un svaru būdas būvi Zemitānu stac. Drošības nauda Ls 50,—.

Tuvākas ziņas iecirkņa birojā darba laikā. L 2611 16762

**Universitātes saimniecības padome** izlos rakstiskā izsolē 1935. g. 5. septembrī plkst. 11 **1000 tonnu „Vestfāles” koka piegādi** Universitātes vajadzībām.

Rakstiskie piedāvājumi ar zīmognodokli iesniedzami Universitātes saimniecības padomē Baznīcas ielā 5, 7. dz. līdz š. g. 5. septembrim plkst. 10, iemaksājot drošības naudu 5% no piedāvājuma kopsummas.

Noteikumus par koka piegādi izsniedz Universitātes saimniecības padomē katru dienu parastā darba laikā. 16874

### Takse Gostīņu pilsētas lopkautuves lietošanai un gaļas izmeklēšanai.

A. Par lopkautuves lietošanu:	
Par katru liellopu smagāku par 60 kg	Ls 1,—
puslopu (teli) līdz 60 kg	„ 0,60
telu, aitu vai kazu	„ 0,15
B. Par lopkautuvē kauto lopu gaļas izmeklēšanu:	
Par katru liellopu	Ls 4,50
puslopu (teli) līdz 60 kg	„ 0,75
aitu, kazu, telu	„ 0,15
C. Par ievestās gaļas izmeklēšanu, ja tā nav citā vietā veterinārārsta apskatīta un zīmogota:	
Par katru liellopu pāri par 60 kg	Ls 1,50
puslopu (teli) līdz 60 kg	„ 0,75
telu, aitu, kazu	„ 0,15
D. Par ievestās gaļas izmeklēšanu, kas padota kārtējai gaļas apskatei:	
Par katru cūku līdz 30 kg	Ls 0,50
no 30—60 kg	„ 0,75
no 60—80 kg	„ 1,20
no 80 kg un vairāk	„ 2,—
E. Par ievestās gaļas apskati, kas padota otrreizējai ārkārtējai gaļas kontrolei:	
Par katru cūku līdz 30 kg	Ls 0,20
no 30—60 kg	„ 0,30
no 60—80 kg	„ 0,40
no 80 kg un smagākam	„ 0,50

**Kaušanas laiks un dienas.**

Pamatojoties uz saistošiem noteikumiem par pilsētas lopkautuves lietošanu 4. pantu, lopkautuves lietošanai noteikts sekojošs laiks:

Cauru gadu pirmdienās, otrdienās un ceturtdienās, izņemot svētdienas un svētku dienas, no plkst. 6—10, bet trešdienās vasaras mēnešos no plkst. 17—20 un ziemā no plkst. 14—16.

Piezīmes: 1. Ja tirdzniecībai sagatavota gaļa, kas ar Gostīņas pilsētas gaļas izmeklēšanas stacijas zīmogu nav apzīmogota, tad tas īpašniekam jāmaksā pilsētas pašvaldībai par labu dubūtas takses apmēros.

2. Gaļas izmeklēšana, apskate un apzīmogošana notiek tanis pašas dienās un laikā, kad darbojas lopkautuve.

3. Lopu kaušanu un arī gaļas apskati un apzīmogošanu kautuvē ārpus paredzētām dienām un laika ar katreizēju veterinārārsta vai veterinārfeldšera piekrišanu var vēl izdarīt kurā katrā laikā, bet par kautuves lietošanu vai par apskati un apzīmogošanu šai piezīmē minētā laikā jāmaksā 100% virsmaksa un ne mazāk par Ls 2,—.

Pilsētas galva J. Priēde.  
Sekretārs P. Upmāns.

**Soseju un zemes ceļu departamenta 13. rajona inženieris** š. g. 5. septembrī plkst. 11 savā kancelejā Balvos, Bērziņu ielā 8 **izdos jauktā izsolē:**

25 gab. dažāda lieluma dzelzsbetona caurteku būves darbus uz I šķ. ceļiem, Bērziņu pag.

Nodrošinājums Ls 100,—.

Tuvākas ziņas rajona kancelejā darba laikā. L 2609 16761

**Rēzeknes telefona kantoris** izsludina par nederīgu nozaudētu radiofona abonementa atļauju 267, kas 1935. g. 12. febr. izdota Borucham Blacheram.

**Tadaļu pag. valde** izsludina par nederīgām nozaudētām: 1) 47. labības grām., ko šī pag. valde 1934. g. izdevusi Jānim Kļieciem, un 2) darba grām. 340, ko 1932. g. 15. jūlijā Pāles pag. valde izdevusi Teodoram Gustavam-Paulim Kņupkis. 16343g

**Valmieras apr. polic. 2. iec. priekšn.** izsludina par nederīgu nozaudētu Latv. iekšz. pasi ser. CP 004297/3013, ko viņš 1933. g. 2. nov. izdevis Paulim Skuiam.

### Dažādi sludinājumi.

**Akciju sabiedrības „VARONIS”** valde uzaicina sab. akcionārus uz **ārķārtēju vispārējo sapulci,** kas notiks 1935. g. 19. septembrī plkst. 17 Rīgā, Brīvības ielā № 149, valdes telpās.

Dienas kārtībā:

- 1) Sapulces vadītāja vēlēšana.
- 2) Statūtu grozījumi.
- 3) Fabrikas kredītēšana.
- 4) Zīgojumi un priekšlikumi.

Š. g. 10. septembra sapulce atceļa. 16774r

Valde.